

Face au changement climatique, quelle sylviculture durable pour adapter et valoriser les forêts françaises ?

Déclaration du groupe USNA

Cet avis dresse un état des lieux très complet de la situation de la forêt française. Il renforce la série de rapports existants dont celui de la Cour des Comptes ou celui de la députée Anne Laure Cattelot.

Au-delà du constat, l'avis du CESE rappelle les principaux enjeux concernant les forêts françaises.

Ceux liés au réchauffement climatique dont les effets se font sentir de manière plus visible ces dernières années, notamment par de forts dépérissements liés aux épisodes de sécheresse successifs et aux attaques de ravageurs.

Des enjeux sociétaux aussi, la forêt faisant l'objet d'attentes fortes.

Des enjeux économiques, enfin, la filière forêt-bois étant source d'emplois, près de 440 000, majoritairement ruraux et non délocalisables mais à l'équilibre financier précaire.

Pour l'UNSA, les préconisations vont dans le bon sens. Particulièrement la 11 et la 14.

Pérenniser les services et outils déjà existants tels que le « plan national forêt-bois », les services des DRAAF ou des établissements publics sont, pour l'UNSA une priorité absolue.

Si le plan de relance prévoit des moyens importants, notamment en vue de la modernisation de la filière et l'aide à la replantation, il convient de penser la forêt sur le temps long avec des financements adéquats et de long terme. Les bénéfices apportés par la forêt sont nombreux, tant en matière de contribution à la lutte contre le réchauffement climatique qu'en matière de préservation et création d'emplois ruraux non délocalisables. Un regret sur les forêts privées, qui devraient, à notre sens, être mises de manière plus importante sous gestion durable.

L'UNSA a voté cet avis qui permet de rappeler le rôle primordial joué par la forêt et les enjeux qui y sont liés.